

# Jean-François Héris, président de l'UWE

## «Les propos des syndicats sont effrayants, on est revenu à la lutte des classes»

### INTERVIEW

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Même combat? Après avoir analysé dans les détails l'accord du gouvernement fédéral et celui de la Région wallonne, Jean-François Héris, le président de l'Union wallonne des entreprises (UWE) et directeur de la branche européenne du verrier AGC, arrive à une conclusion: «Certaines mesures prises dans l'accord du gouvernement fédéral sont plus à gauche que celles qui se trouvent dans l'accord régional». Voilà qui est dit!

**Que pensez-vous de la nouvelle coalition de droite au fédéral? Elle devrait rencontrer les aspirations du monde patronal...** C'est un gouvernement d'intérêt général qui va se consacrer en priorité sur les aspects socio-économiques. C'est ce qu'on demandait. Ce gouvernement a le courage de prendre des réformes qui sont indispensables pour préserver notre modèle social. Ce gouvernement va mettre en œuvre le financement de ce modèle social par la création d'activités

économiques. Ce n'est pas une question de plaisir mais le pays a besoin de réformes importantes.

**Ces mêmes réformes auraient-elles été possibles avec un parti socialiste au sein de cette coalition?**

Les mesures qui ont été prises ces dernières années étaient relativement à la marge. On n'a jamais eu la volonté et le courage d'attaquer de front des réformes indispensables. Je pense aux pensions. Il y a eu des prémisses de réformes sous le gouvernement Di Rupo — comme la dégressivité des allocations de chômage — mais avec la réforme du travail qui s'annonce, on est dans un autre registre. Il y a une volonté d'améliorer la compétitivité des entreprises.

**La participation de la N-VA dans un gouvernement fédéral, est-ce quelque chose qui vous interpelle ou auriez-vous envie de lui donner une chance?**

Je n'ai pas à me prononcer au nom de l'UWE sur les valeurs de la N-VA. Posez-moi la question quand je ne serai plus président de l'UWE et je vous répondrai volontiers. Des réformes importantes sont nécessaires. Cette coalition est prête à prendre des actes courageux.

**On annonce des réductions de charges pour les entreprises. Le gouvernement espère que cela va pousser les patrons à engager! Est-ce vrai?**

Il faut d'abord arrêter de dire que ces réductions de charges, ce saut d'index, sont des ca-

deaux faits aux entreprises. C'est une bulle d'air. La réduction du coût va bénéficier aux employés car leurs entreprises seront plus solides. Demain, si mon entreprise n'est plus là, je crois avoir des chances de retrouver un emploi mais ce sera plus difficile pour la majorité de mes collaborateurs.

**Le monde syndical ne partage pas votre analyse. A-t-il une mauvaise lecture des faits?**

Les propos des syndicats sont effrayants. Je crains qu'on ait changé de siècle, mais pas dans le bon sens! On est revenu à la lutte des classes, au rapport de force, à l'intimidation. Ce n'est pas un syndicat que j'appelle de mes vœux. On a une grève spontanée dans une entreprise liégeoise (la FN, ndlr) contre des mesures qui n'ont pas encore existé. J'espère qu'il n'y aura pas d'importants mouvements sociaux. On a une reprise économique qui est encore fragile. Les travailleurs n'ont pas besoin de cela.

**Pour revenir sur la baisse des charges, les entreprises vont-elles engager comme l'espère le gouvernement?**

Ce n'est pas parce que quelqu'un va coûter 30% moins cher demain que je vais avoir besoin de lui. On engage pour pouvoir répondre à un besoin. Si on parvient à être plus compétitif, les choses évolueront dans le bon sens. Mais pour cela, il faut être compétitif. Ce gouvernement s'y attaque. Il ne faut pas que les syndicats donnent maintenant un mauvais message.

**Le saut d'index était donc quelque chose d'important pour les entreprises?**

C'est impopulaire mais cela doit aider les entreprises à restaurer leur compétitivité et au final à créer de l'emploi. On annonce qu'on va réduire le handicap de compétitivité qui s'est créé depuis 1996. C'est bien mais cela ne résout que 30% du problème. Ces mesures ne vont pas complètement réduire le handicap salarial belge par rapport à nos pays voisins.

**L'opposition idéologique entre le gouvernement de la Région wallonne — plus à gauche — et la coalition de centre-droit au fédéral semble très marquée. Craignez-vous un blocage?**

Il y a une opposition très marquée sur la façon de s'exprimer de chacun et sur l'emploi de termes qui me paraît excessif voire guerrier. C'est surprenant car le fond du programme de la Région et du Fédéral est très similaire. Le programme fédéral fait plus de 30 fois référence aux partenaires sociaux. Du côté régional, il y a une réduction du fonctionnement de l'Etat. Certaines mesures

prises dans l'accord du gouvernement fédéral sont plus à gauche que celles qui se trouvent dans l'accord régional. Je pense en particulier au fait que les PME vont devoir payer le deuxième mois de maladie. C'est une mesure de gauche prise par le Fédéral. Sur le contenu, on ne peut pas dire qu'il y a une opposition. Le sens commun doit donc l'emporter. Les partis doivent travailler de concert au redressement wallon. Nous attendons une opposition constructive du MR à la Région wallonne et du PS au Fédéral.

**Si je vous comprends bien, les patrons ne jugent pas le gouvernement wallon PS-cdH trop à gauche...**

Nous demandions une rupture. On voit aujourd'hui que ce gouvernement wallon veut mettre en avant la création d'activités économiques. Cela nous convient. La déclaration de politique régionale reprend à 85-90% nos demandes formulées dans notre mémorandum. Sur les textes, on supporte le gouvernement wallon. Nous avons été écoutés. La priorité est de créer de l'activité économique.

**Que pensez-vous des mesures budgétaires prises par la Région wallonne?**

Il y a une chose qui nous inquiète: le gouvernement réduit ses investissements. Les conséquences pour certains secteurs comme celui de la construction vont être difficiles. Ne fallait-il pas aller plus loin dans la réduction des frais de fonctionnement des services publics de manière à moins réduire les investissements?

**À vos yeux, la machine publique wallonne est encore trop coûteuse?**

On est trop cher! On n'est pas à l'os. Il y a encore des choses à faire en termes d'efficacité et de simplification.

### EXPRESS

«Il faut d'abord arrêter de dire que ces réductions de charges, ce saut d'index, sont des cadeaux faits aux entreprises. C'est une bulle d'air. La réduction du coût va bénéficier aux employés car leurs entreprises seront plus solides.»

«Le programme fédéral fait plus de 30 fois référence aux partenaires sociaux. Certaines mesures prises dans l'accord du gouvernement fédéral sont plus à gauche que celles qui se trouvent dans l'accord régional.»

«Sur les textes, on supporte le gouvernement wallon. La déclaration de politique régionale reprend à 85-90% nos demandes.»